

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/C.2/L.1447
5 novembre 1975
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 63 de l'ordre du jour

ASSISTANCE EN CAS DE CATASTROPHE NATURELLE OU D'AUTRES SITUATIONS
REVETANT LE CARACTERE D'UNE CATASTROPHE

Bangladesh, Colombie, Equateur, Ethiopie, Inde, Iran, Kenya,
Madagascar, Mexique, Pakistan, Pérou, Portugal, Somalie,
Soudan et Turquie : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2816 (XXVI) du 14 décembre 1971, 3152 (XXVIII)
du 14 décembre 1973 et 3243 (XXIX) du 29 novembre 1974,

Rappelant les dispositions du paragraphe 14 du chapitre II de sa résolution
3362 (S-VII), en date du 16 septembre 1975,

Rappelant également la résolution 1972 (LIX) du Conseil économique et social,
en date du 30 juillet 1975,

Reconnaissant que les catastrophes naturelles constituent pour le dévelop-
pement un problème de grande ampleur et qu'il convient d'utiliser au maximum les
ressources disponibles pour prévenir et atténuer de telles calamités,

Consciente du fait qu'il convient non seulement de renforcer le Bureau du
Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe confor-
mément à la résolution 3243 (XXIX) de l'Assemblée générale, mais aussi de lui
accorder les moyens de mener une action plus efficace et permanente pour lutter
contre les catastrophes, y compris en matière de secours d'urgence, de prévention
des catastrophes et de planification préalable,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur les
activités du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas
de catastrophe, ainsi que de la déclaration que le Coordonnateur a faite à la
Deuxième Commission au sujet de ces activités,

1. Décide d'élargir le Fonds spécial créé en application de la résolution 3243 (XXIX), afin qu'il réponde aux objectifs suivants :

a) Fournir une aide d'urgence aux pays victimes de catastrophes naturelles ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe;

b) Fournir une assistance technique aux gouvernements, pour leur permettre d'élaborer des plans nationaux de prévention des catastrophes naturelles et de planification préalable;

c) Renforcer la capacité du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe.

2. Autorise le Secrétaire général à maintenir au budget ordinaire pour l'exercice biennal 1976-1977 un crédit de 400 000 dollars au titre de l'aide d'urgence par pays et par catastrophe, avec un plafond qui s'élèverait progressivement jusqu'à 30 000 dollars;

3. Décide qu'en outre un objectif d'un million de dollars (1 million de dollars) sera fixé pour l'exercice biennal 1976-1977 dans le cadre du Fonds élargi et que, sur ce montant, 400 000 dollars pourront être utilisés pour accroître l'aide d'urgence et 600 000 dollars pour l'assistance à la planification préalable;

4. Prie le Secrétaire général de créer un comité honoraire composé de personnalités éminentes particulièrement intéressées et préoccupées par l'octroi de secours en cas de catastrophe pour l'aider à mobiliser les ressources financières voulues pour les activités déployées par l'Organisation des Nations Unies en la matière et pour lui fournir des conseils à cet égard;

5. Invite tous les Etats à verser des contributions volontaires au Fonds élargi pour permettre au Coordonnateur de mener une action efficace, importante et permanente en faveur des pays frappés par des catastrophes naturelles ou sujets à de telles catastrophes;

6. Invite en outre tous les gouvernements à encourager la création de comités nationaux de collecte de fonds pour promouvoir les contributions volontaires aux activités de l'Organisation des Nations Unies en matière de lutte contre les catastrophes;

7. Prie l'Organisation des Nations Unies et les autres organismes intéressés de coopérer avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe pour formuler des stratégies internationales visant à prévenir les catastrophes, tâche à laquelle le Bureau travaille depuis deux ans, et, en temps voulu, de l'aider à diffuser les résultats obtenus;

8. Prie le Secrétaire général de faire rapport sur l'application de la présente résolution au Conseil économique et social, à sa soixante et unième session, et à l'Assemblée générale, à sa trente et unième session.